



La Commune



Précarité, dégage !

Algérie : Tribune libre. Points de vue.

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 95 – lundi 8 avril 2019



Etre jeune et diplômé, cela n'ouvre plus les portes du paradis, dans notre pays.

Le chômage devient endémique dans notre société, trouver un emploi relève du parcours du combattant.

Les jeunes chômeurs ont perdu tout espoir de trouver un travail permanent, d'avoir le droit à la sécurité sociale, au congé de maladie, le droit d'exercer une activité syndicale indépendante ou le droit à la retraite.

Aujourd'hui, les employeurs ne cherchent plus qu'à maximiser leurs profits et exploitent sans honte les forces et la détresse de nos jeunes. Ajouter à cela, les conditions de travail déplorables car au nom du capital, ils (les jeunes) sont mis en concurrence pour qu'ils proposent leur force de travail au rabais sur un marché de travail de moins en moins apte à absorber toute cette main d'œuvre inactive. (A ce propos, Karl Marx nous parle d'armée industrielle de réserve).

Pour des emplois précaires, la majorité de ces jeunes doit se plier aux règles de marché, règles déterminées par la loi de l'offre et de la demande.

Ils (ces jeunes) sont obligés d'offrir leur sueur pour des salaires de misère allant de 2500DA à 12000 DA par mois. Et là aussi, rien n'est gagné puisque « cette chance » de gagner sa croûte ne se donne pas à tous mais seulement aux ~~bien-nantis~~ aux mieux lotis.

Pour les économistes libéraux, cette situation est celle d'un marché du travail dans laquelle la demande d'emploi (demandes de travail de la part de la population active) est supérieure à l'offre d'emploi (offre de travail de la part des entreprises). La main d'œuvre est donc excédentaire par rapport aux besoins et il y a chômage. Pour Keynes, un sous-emploi durable est possible. Si la production résultant de la demande effective (anticipée) des entrepreneurs est trop faible, il en résultera un chômage

involontaire. En matière de vision de la politique d'emploi, la conception libérale considère que c'est la rigidité du marché du travail qui est responsable du chômage. Selon elle, il faut aller vers plus de flexibilité du travail par le moyen de la réduction des charges pour le patronat. Par contraste, la conception keynésienne considère que seul le marché ne peut pas résoudre le problème de la crise d'où la nécessité d'intervenir sur ce marché et cela par la création d'emplois, la réduction du temps de travail, la formation et la retraite.

Avec la progression accrue de la précarité, le gouvernement algérien avait mis en place un plan d'attaque, lancé une politique de l'emploi qui aurait pu permettre de lutter efficacement contre le chômage et cela en fixant comme objectif l'obtention d'une croissance plus riche en emplois par le moyen d'inciter les entreprises à embaucher, d'aider les chômeurs à créer leur propre entreprise par un financement public, améliorer le fonctionnement du marché du travail par la communication et le conseil et enfin favoriser la formation professionnelle, afin que la main d'œuvre puisse s'adapter aux changements technologiques (recyclage, stages).

Pourtant, les échecs se sont multipliés. Durant les différentes campagnes électorales de l'élection du président sortant Abdelaziz Bouteflika, l'épineux problème du chômage a été mis au centre des débats.

Plus d'un million d'emplois ont été débloqués pour les jeunes. Les charges patronales à l'embauche étaient réduites comme des peaux de chagrin. **Mais de quels emplois s'agissait-il ?** Des emplois à durée limitée, tout au plus pour un an. L'objectif de l'Etat voulant s'inscrire dans le cadre de la baisse du taux de chômage, même le *filet social*¹ est enregistré dans les comptes de la comptabilité nationale.

Toutes ces formules et mesures n'étaient en réalité que des recettes de cuisine empoisonnées pour les jeunes. Qui parle aujourd'hui des dépressions causées par la précarisation du travail ? Personne ! Une question centrale que nos décideurs doivent étudier méticuleusement.

Le stress au travail et les risques psycho-sociaux ont un coût. Pour les entreprises d'abord, en raison des conséquences sur leur fonctionnement (Absentéisme, turnover, perte de productivité, démotivation- conflits souvent difficiles à gérer).

Ce coût est aussi porteur de conséquences néfastes pour les travailleurs (stress, maladies...) Combien de temps l'Etat pourra-t-il encore se dérober devant ces exigences et continuer cette politique d'austérité ?

N'y a-t-il plus aucun avenir dans ce pays pour la jeunesse sinon que de continuer à soutenir les murs et consommer toutes sortes de stupéfiants ?

Quant à ceux qui ne capitulent pas et n'acceptent pas cet état de fait, ils ne sont considérés que comme des voyous. C'est le résultat auquel veut aboutir un système qui ne se soucie guère de ses enfants.

Tout le monde a compris qu'aujourd'hui, **les privatisations c'est la planification de la misère sous toutes ces formes. C'est la négation du combat libérateur du peuple algérien contre le colonialisme. C'est le retour direct à l'ancien système de khamassa² et de l'indigénat.**

L'emploi n'est pas uniquement une activité rémunérée, il confère également à celui qui l'occupe un statut social, une dignité et une indépendance.

La volonté politique du peuple doit trouver son expression : cela commence, dans l'urgence par la transformation de ces postes précaires créés dans différents dispositifs en postes permanents assurant ainsi à ces jeunes un avenir viable, un salaire durable et une cotisation à la caisse de la retraite.

G.K – Grande Kabylie. 04-04-2019.

¹ Forme de travail précaire

² Serfs

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**

LA POWDRIERE

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 117 - Jeudi 12 septembre 2019 Les manifestations en Gilet Jaune ont nettement repris leur cours, ce dernier samedi, malgré cette répression dictée par... >>

« QU'ON N'ACCUSE PAS LA POLICE D'AVOIR TUÉ QUELQU'UN » ! LES MENACES DE CASTANER

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 116 - Mardi 3 septembre 2019 Castaner-Macron menacent celles et ceux qui rapportent les VRAIES NEWS sur les conséquences de la répression qu'ils ont... >>

Lettre ouverte aux syndicalistes de la CGT

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 115 - Mardi 27 août 2019 La CGT connaît une des plus grandes crises de son histoire. Trop souvent selon nous, cette crise est attribuée à la... >>

Comment meurt un sans abri – OÙ VA LA POLICE ?

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 114 - Mardi 21 août 2019 C'est un sans-abri désespéré. Ce se passe à Menton, en pleine saison touristique. Ses veines sont tailladées au niveau... >>

Chronique d'une chute de régime – Août 2019

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 113 - Dimanche 11 août 2019 Quand un régime politique crève, ce n'est pas beau à voir. Les coups pleuvent drus, dans tous les sens du terme. Cette... >>

« UNE AFFAIRE D'ÉTAT »

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 112 - Dimanche 4 août 2019 D'abord, il y a la stupeur, le choc, la tristesse. Le Premier ministre y coupe court, sèchement et lâchement..... >>
